



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

**portant prescriptions complémentaires de permis de construire
valant autorisation environnementale d'exploiter**

**Parc éolien à LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN et BEAUCAMPS-LE-JEUNE
exploité par la SARL PARC ÉOLIEN DU MELIER**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-45 ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment l'article 15 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier son article 12 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le certificat d'antériorité délivré le 26 septembre 2012 à la société PARC EOLIEN DU MELIER, dont le siège social est situé 16 Boulevard Montmartre 75009 PARIS, pour l'exploitation d'un parc éolien comprenant quatre aérogénérateurs à LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN et BEAUCAMPS-LE-JEUNE ;

Vu le rapport du bureau d'études Sens Of Life de juin 2024 relatif au suivi environnemental, réalisé en 2023, comprenant le suivi de la mortalité effectué entre le 15 mai 2023 et le 30 octobre 2023 pour un nombre de 37 prospections ;

Vu la visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 4 juin 2025 sur le site du parc éolien susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 juillet 2025 transmis à l'exploitant par courriel du 22 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 23 juillet 2025, reçu le 29 juillet suivant ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courriel du 1^{er} août 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. afin d'assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
2. les suivis de mortalité menés entre 2021 et 2022 ont permis la découverte de 3 cadavres de chiroptères en 2021 et 5 cadavres de chiroptères en 2022 dont un cadavre retrouvé le 14 juin 2022 ;
3. au mois d'août 2023, à l'issue du suivi de 2022, l'exploitant a mis en place sur proposition du bureau d'études un plan de bridage selon les conditions suivantes :
 - du 1^{er} août au 31 octobre,
 - du crépuscule (30 min avant le coucher du soleil) à l'aube (30 min après le lever du soleil),
 - lorsque la vitesse de vent est inférieure à 6 m/s,
 - lorsque la température extérieure est supérieure à 11°C,
 - en l'absence de précipitations ;

Vu le certificat d'antériorité délivré le 26 septembre 2012 à la société PARC EOLIEN DU MELIER, dont le siège social est situé 16 Boulevard Montmartre 75009 PARIS, pour l'exploitation d'un parc éolien comprenant quatre aérogénérateurs à LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN et BEAUCAMPS-LE-JEUNE ;

Vu le rapport du bureau d'études Sens Of Life de juin 2024 relatif au suivi environnemental, réalisé en 2023, comprenant le suivi de la mortalité effectué entre le 15 mai 2023 et le 30 octobre 2023 pour un nombre de 37 prospections ;

Vu la visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 4 juin 2025 sur le site du parc éolien susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 juillet 2025 transmis à l'exploitant par courriel du 22 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 23 juillet 2025, reçu le 29 juillet suivant ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courriel du 1^{er} août 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. afin d'assurer la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;
2. les suivis de mortalité menés entre 2021 et 2022 ont permis la découverte de 3 cadavres de chiroptères en 2021 et 5 cadavres de chiroptères en 2022 dont un cadavre retrouvé le 14 juin 2022 ;
3. au mois d'août 2023, à l'issue du suivi de 2022, l'exploitant a mis en place sur proposition du bureau d'études un plan de bridage selon les conditions suivantes :
 - du 1^{er} août au 31 octobre,
 - du crépuscule (30 min avant le coucher du soleil) à l'aube (30 min après le lever du soleil),
 - lorsque la vitesse de vent est inférieure à 6 m/s,
 - lorsque la température extérieure est supérieure à 11°C,
 - en l'absence de précipitations ;

4. le suivi de la mortalité sur l'année 2023 présente une mortalité brute constatée de 2 chiroptères dont un cadavre retrouvé le 13 juin 2023 ;
5. les écoutes en altitude présentées dans les suivis mortalité indiquent :
 - pour 2021, plus de 90 % des contacts de chauves-souris sont concentrés entre le 10 juin et 16 octobre ;
 - pour 2022, plus de 90 % des contacts de chauves-souris sont concentrés entre le 16 juin et 15 octobre ;
 - pour 2023, le suivi d'activité n'est pas exploitable du fait d'une défaillance technique ;
6. le plan de bridage proposé par le bureau d'études n'intègre pas l'activité chiroptérologique importante relevée en 2021 et 2022 durant la période de parturition soit les mois de juin et de juillet ;
7. l'absence de données exploitables du suivi d'activité en hauteur de l'année 2023 et la découverte de cadavres en période de parturition ne permettent pas de conclure quant à l'efficacité du plan de bridage actuellement mis en place ;
8. afin de couvrir l'activité chiroptérologique en période de parturition, le bridage doit être étendu aux mois de juin et de juillet pour préserver plus de 90 % de l'activité;
9. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La SARL PARC EOLIEN DU MELIER, dont le siège social est situé 16 Boulevard Montmartre – 75009 PARIS, exploitant un parc éolien à LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN et BEAUCAMPS-LE-JEUNE, est tenue de respecter les dispositions complémentaires introduites par le présent arrêté.

Article 2 : Arrêt des machines en faveur des chiroptères

L'exploitant met en place sur les quatre éoliennes un dispositif d'arrêt en faveur des chiroptères.

Ce plan d'arrêt est mis en place dans les conditions suivantes (l'ensemble des conditions devant être remplies) :

- entre le 1^{er} juin et le 31 octobre ;
- 30 minutes avant le coucher du soleil à 30 minutes après le lever du soleil ;
- lorsque la vitesse du vent est inférieure à 6 mètres par seconde ;
- lorsque la température est supérieure ou égale à 11 C° ;
- en l'absence de précipitations.

Ces conditions s'entendent à hauteur de la nacelle.

L'exploitant établit et tient à disposition de l'inspection des installations classées un registre comprenant les données suivantes : dates, horaires et conditions météorologiques (vitesse du vent, température) permettant de s'assurer du bon asservissement des éoliennes durant les périodes d'arrêt requises.

L'exploitant a la possibilité de mettre en œuvre un système de régulation nocturne automatisé des éoliennes combinant une approche prédictive et une mesure en temps réel de l'activité des chiroptères à hauteur de nacelle. L'objectif de ce dispositif est de cibler la période de régulation nocturne sur les plages d'activité effective des chiroptères, afin d'affiner les conditions du plan d'arrêt, voire de le lever.

Le système doit être opérationnel du 1^{er} juin au 31 octobre, d'une heure avant le coucher du soleil à une heure après le lever du soleil, quels que soient les paramètres de vent et de température. La station d'enregistrement doit couvrir, pour chaque nuit du cycle d'activité de vol et pendant toute la durée des nuits, la partie basse de la hauteur moyenne balayée par le rotor d'une éolienne. Les conditions météorologiques ci-dessus sont à enregistrer concomitamment.

En cas de défaillance du système en temps réel, l'exploitant du système doit en être alerté automatiquement et le dispositif visant la protection des chiroptères doit basculer dans les plus brefs délais sur le plan d'arrêt des machines dans les conditions définies ci-dessus.

Cette disposition relative aux arrêts des quatre éoliennes du parc pourra être adaptée, le cas échéant, selon les résultats des suivis post-implantation mentionnés ci-après et après validation de l'inspection des installations classées.

Article 3 : Entretien des abords immédiats des éoliennes

Afin de limiter l'attractivité des plateformes et des surfaces de surplomb des éoliennes, un entretien régulier doit être réalisé. Celui-ci sera réalisé au minimum deux fois par an en évitant au maximum la période de nidification (début avril à fin juillet), soit un premier passage en mars et un second en août. Un troisième passage pourra être déclenché si la repousse est importante au cours de la période de nidification et si un écologue confirme la non-présence de nicheurs au sein des végétations visées. Cet entretien peut consister soit en une coupe rase des végétaux, soit en un labourage léger (5-8 cm de profondeur) afin de diminuer la densité en proies potentielles (arthropodes, petits mammifères...).

Aucun agrainoir et aucun abreuvoir à gibier ne sera implanté dans une zone de 200 mètres autour des éoliennes. Les tas de fumier, les ballots de paille et les dépôts de gravats ne devront pas être stockés au niveau des plateformes des machines afin d'éviter de créer des zones d'attractivités pour la faune

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès de la cour administrative d'appel de Douai, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R. 311-5 du code de justice administrative :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tiers, auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non-prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à

compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être saisie via l'application Télérecours accessible par le site : www.telerecours.fr.

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN et de BEAUCAMPS-LE-JEUNE où elle peut y être consultée. Un extrait de celui-ci est affiché dans les mairies de LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN et de BEAUCAMPS-LE-JEUNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme – Bureau de l'environnement – 51 rue de la République – CS 42001 AMIENS Cedex 9.

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Somme, à l'adresse suivante : <https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et les maires de LAFRESGUIMONT-SAINT-MARTIN et de BEAUCAMPS-LE-JEUNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au pétitionnaire.

Amiens, le 13 OCT. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Emmanuel MOULARD